

Pourquoi la majorité des citoyens suisses ne veulent pas adhérer à l'UE ?

par Nicolas G. Hayek*



Vos Excellences,
Mesdames et Messieurs,
Monsieur l'Ambassadeur,

Lorsque l'ambassadeur Boris Lazar m'a demandé de prendre la parole pour vous expliquer « pourquoi la majorité des citoyens suisses ne veulent pas adhérer à l'Union européenne ? », j'ai décidé de répondre positivement à son invitation dans le but de contribuer à une meilleure compréhension entre l'Union européenne et le citoyen suisse moyen et d'esprit constructif, que je vais essayer de représenter aujourd'hui. Je vous prie de ne pas prendre mon exposé comme une présentation d'un rapport scientifique mais plutôt comme un développement des vues et des positions d'un Suisse faisant partie de la majorité que je viens de mentionner.

A sa création en 1957 et pendant de longues années, j'ai considéré ce qui est maintenant l'Union européenne comme une réalisation grandiose et magnifique. J'étais alors relativement jeune. Beaucoup plus tard, Jacques Delors, qui était alors président de la Commission européenne et un Européen passionné, devait m'inviter régulièrement à son bureau de Bruxelles. J'y discutais d'abord avec lui tout seul, puis avec de nombreux autres Européens, à l'époque principalement des industriels et des entrepreneurs allemands et français. La discussion portait sur les moyens de combattre la concurrence japonaise, alors dénommée « Japan Incorporated », soit à peu près, en français, Japon SA, sans recourir aux aides des gouvernements ou de l'Union européenne, comme le faisait l'industrie horlogère suisse, alors en butte à une concurrence japonaise acharnée. Jacques Delors appelait toujours mes interventions « L'histoire de la montre ».

Lors de ces rencontres il a répété à maintes reprises que moi, le Suisse, j'étais à ses yeux le plus typique et le plus authentique des Européens, en raison de mes connaissances linguistiques et de ma profonde compréhension culturelle des différents entrepreneurs européens qui participaient à ces rencontres. La plus mémorable de ces rencontres s'est déroulée à Evian avec les plus grands industriels français et allemands. Ce fut pour moi un événement inoubliable.

Mon rêve : faire de l'Europe une grande Suisse

A l'époque, nous rêvions – en tout cas, je rêvais – de voir l'Europe devenir une grande Suisse. Pas tant parce que je croyais que la Suisse était le paradis sur terre, mais parce que j'étais convaincu qu'elle représentait – en dépit de nombreuses faiblesses – la meilleure de toutes les alternatives possibles permettant d'ouvrir à l'Europe de radieuses perspectives d'avenir, tout en préservant la richesse considérable de sa diversité et de ses cultures. De fait, Jean Monnet et Robert Schumann avaient au départ déclaré : « La Suisse représente un modèle pour l'Europe. » Joschka Fischer, Jacques Chirac, Göran Persson, mais aussi Václav Havel n'ont d'ailleurs cessé de le répéter ces dernières années. Un hasard étonnant qu'aujourd'hui soit justement le trentième anniversaire de la mort de Monnet, ce grand Européen.

Par la suite mes contacts avec Bruxelles se sont poursuivis, par exemple avec Romano Prodi, que je connaissais personnellement et qui a plusieurs fois sollicité mon avis dans des commissions. L'harmonisation et l'amélioration des secteurs économiques et – en partie – financiers ne m'ont pas déçu jusqu'ici, même si on est encore bien loin de la perfection. Les guerres qui ont opposé et en partie dévasté ces trois grandes nations européennes : l'Allemagne, la France et la Grande-Bretagne, et ébranlé le reste du monde, appartiennent définitivement au passé et c'est le plus beau succès, et le plus important, de la Communauté européenne.

L'UE aujourd'hui : une lourde machine, bureaucratique et chaotique

Malheureusement, le processus de construction s'est brusquement stoppé. L'UE n'est plus en train de bâtir une communauté forte, démocratique et pacifique, où dans tous les domaines importants de notre vie et de notre société chaque citoyen – ou du moins une majorité d'entre eux – engage son affectivité et accepte de donner de lui-même. A l'époque le nombre d'États membres était limité, et ces quelques nations auraient pu édifier un État fédéral analogue à la Suisse ou aux États-Unis. Cette évolution a été stoppée, car les questions et problèmes qu'elle soulevait n'étaient pas facile à résoudre, impliquant des pays et des hommes politiques qui n'étaient pas prêts à céder une part importante de leur souveraineté et encore moins de leurs privilèges.

Au lieu de s'attaquer en profondeur aux importants problèmes que constituaient l'évolution de l'Union et les structures à lui donner, on a décidé d'en rester à la surface des choses, tout en intégrant un maximum de pays ... et ceci sans demander aux peuples des pays qui avaient créé l'Union s'ils étaient ou non d'accord. De toute évidence l'establishment politique était avant tout préoccupé de faire entrer les gens par dizaines de millions et des pays en grand nombre dans une Europe qui – sauf sur quelques points politiques – restait encore à définir. Ce qui motivait ces pays était avant tout les avantages économiques et financiers qu'ils espéraient. Un tel élargissement aurait été mieux que bienvenu si l'on avait auparavant mis en place les structures d'une Europe plus ou moins fédérale. C'est à ce moment que se brisèrent mes espoirs de voir dans un futur proche une Europe forte, puissante, démocratique et pacifique – une Europe qui contribuerait à améliorer la qualité de vie pour le monde entier, pour nous tous.

L'Union européenne nous est alors plus ou moins apparue comme une lourde machine, un méli-mélo bureaucratique et plus ou moins chaotique et de concepts idéologiques, sociaux, économiques et, pour une part, financiers, pendant que tout le reste était laissé au hasard, à la Providence et aux générations à venir. Certes cela n'exclut pas la possibilité que l'UE – comme la plupart des réalisations humaines hors du commun – s'avère au XXIIe ou XXIIIe siècle être une fantastique réussite, mais j'espère que cela se produira beaucoup plus tôt, avant la fin de ce siècle-ci.

A genoux devant l'armée des USA – voilà qui est incompréhensible pour la Suisse !

L'institution de l'euro offre un excellent exemple d'une autre réalisation positive mais dont la mise en œuvre, pour être efficace, n'en a pas moins été partielle. La Grande-Bretagne, par exemple, s'est refusée à entrer dans la zone euro, ce qui lui était possible, alors que beaucoup d'autres qui l'auraient souhaité n'en avaient économiquement pas la possibilité. Et en conséquence quelques pays de l'Union européenne disposent d'une devise forte, mais pas tous. Si les pays les plus faibles sur le plan financier accèdent à

l'euro en ces temps de crise, ils peuvent devenir une charge, en ce sens qu'il faudra les soutenir. Cependant l'euro est en soi l'une des meilleures réalisations de l'Union et peut être considéré comme une réussite.

Mais qu'en est-il de l'harmonisation de décisions essentielles en matière de politique étrangère, de défense et de guerre ? Pour un citoyen suisse, il est absolument inconcevable qu'une partie de l'Europe ait soutenu sans hésitation aucune la politique de l'administration Bush et rejoint les États-Unis dans la guerre contre l'Irak. La Grande-Bretagne, l'Espagne et quelques autres pays ont envoyé des contingents sous commandement états-unien, alors que notamment la France et l'Allemagne s'y sont résolument refusées. Pour nous c'était une preuve parfaite de la faiblesse de la politique étrangère commune.

De plus – et contre le désir de l'Allemagne et de la France – d'autres pays ont, par exemple, signé avec les USA des accords autorisant ces derniers, ou l'OTAN, à stationner sur leur sol des radars et des missiles, officiellement pour se protéger de l'Iran. La Russie a estimé que ces installations menaçaient son propre territoire. Les États membres de l'UE n'ont pas réussi non plus à trouver un accord sur ce point important. Nulle part, on ne trouve trace d'une politique étrangère commune. C'est tout et n'importe quoi, et son impact sur nous tous est malheureusement bien faible.

Aucun pays n'a organisé autant de scrutins sur l'Europe que la Suisse

L'Union européenne et tous les grands pays démocratiques qui la composent aurait pu créer un système fort, si elle avait réussi à trouver un consensus, à définir clairement la voie qu'elle souhaitait suivre en Europe et dans le monde et s'était fixé les buts qu'elle désirait atteindre dans toutes ses tâches importantes : les réponses à apporter aux besoins et aux souhaits de notre société humaine, de nos systèmes politiques.

Or l'Union a commencé par élargir au maximum ce système imparfaitement défini en invitant différents pays à se joindre à elle – en partie des pays du Proche-Orient. La possible adhésion de la Turquie signifierait qu'elle s'étend jusqu'aux frontières de la Syrie, de l'Irak, de l'Iran. Est-ce le but de l'UE que d'ouvrir ses portes à une future Union européen-moyenne-orientale, qui peut-être serait beaucoup plus puissante et fonctionnerait mieux ? N'oublions pas que Chypre ne se trouve qu'à quelques kilomètres du Liban où d'innombrables croisés européens trouvèrent jadis refuge. Allons un peu plus loin, on pourrait incorporer tout le Proche-Orient et le pacifier, puisque la Palestine et Israël feraient alors partie de l'UE. Quel magnifique service rendu au monde entier ! Existe-t-il une bonne raison de mettre un terme à pareille évolution ? Quelques Suisses, mais aussi beaucoup d'Européens se sont posé la question.

Mais pour le moment revenons sur terre. Pour autant que je le sache, la population suisse est l'une des mieux informées sur le rôle et les activités de l'Union européenne. Je me réfère à un intéressant article d'Andreas Gross, un citoyen suisse membre de notre Parlement fédéral, publié dans la *Neue Zürcher Zeitung* le 6 février dernier – deux jours seulement avant l'approbation de divers accords (dont la libre circulation des nouveaux citoyens de l'UE) par le peuple suisse, qui manifestait ainsi sa volonté de poursuivre une politique d'accords bilatéraux, plutôt que d'adhérer à l'UE : il y a eu, en Suisse, plus de scrutins ou référendums relatifs à l'Europe que dans aucun autre pays européen.

Les peuples n'ont pas eu voix au chapitre

Au cours de ces dernières décennies, plus de 50 scrutins ont été organisés dans les différents pays européens au sujet de l'Union européenne. Et pourtant, les six membres fondateurs de la Communauté de 1957 n'ont jamais consulté leurs peuples au sujet de la construction européenne, sauf la Grande-Bretagne, qui l'a fait, avec succès, dix-huit ans plus tard, en 1975. En 2005, 48 ans après la fondation, la France a demandé à ses citoyens s'ils acceptaient la Constitution européenne. Ils l'ont refusée, comme l'ont fait par la suite les Hollandais en 2006 et enfin les Irlandais en 2008. En raison de leur système de démocratie directe, les Suisses, tout comme les Danois, sont les mieux informés sur les affaires européennes. Examinons maintenant pourquoi la majorité des électeurs suisses refusent d'entrer dans cette UE.

Une société éprise de paix et adversaire résolue de la violence physique

Abstraction faite de ce que nous venons de dire, aucune vision claire ne se dégage des déclarations, accords et évolutions que nous avons vus jusqu'ici. Rien, dans les domaines social, politique, économique ou financier, n'incite les Suisses à entrer dans l'Union ; bien au contraire, on leur demanderait de contribuer largement à remplir les caisses de l'UE.

Le chancelier Helmut Kohl, pour qui j'ai travaillé en qualité de membre du comité stratégique industriel pour l'Allemagne, m'a honoré en Suisse d'une visite privée. Au cours de cette visite il m'a dit : « Nicolas Hayek, vous jouissez de quelque crédit auprès du peuple suisse. Pourquoi ne nous aidez-vous pas à le convaincre de rejoindre l'UE ? » Ce à quoi j'ai répondu : « Monsieur le Chancelier, pourquoi est-ce si important pour l'UE d'avoir à son bord cette petite Suisse de sept millions et demi d'habitants ? » Sa réponse a fusé sans hésitation, comme une balle : « Parce que vous avez énormément d'argent et nous des projets pour en faire bon usage. »

La culture, la mentalité et l'éducation suisses jouent un rôle très important dans la réaction naturelle face à l'UE que nous observons aujourd'hui. La société suisse méprise complètement le pouvoir et la violence, même exercée par le pouvoir. C'est une société qui aime par-dessus tout la paix et qui est complètement opposée à toute violence physique. On y tolère mal, par exemple, la concentration d'un trop grand pouvoir entre les mains d'une seule personne ou d'un seul parti. Christoph Blocher, de l'« Union démocratique du centre » en est sans doute le dernier exemple et le plus évident. Son parti compte le plus grand nombre d'électeurs en Suisse. Ses qualités de conseiller fédéral lui sont largement reconnues mais, en essayant d'accumuler trop de pouvoir individuel, il a – lors de sa réélection – signé son échec au Conseil national (Chambre du peuple) et au Conseil des États (Chambre des cantons).

La liberté individuelle l'emporte sur celle de l'État

La liberté et la liberté individuelle pour chacun sont gravées dans l'âme suisse depuis les origines du pays au XIII^e siècle, bien avant que la Révolution française ne les mette au premier plan. La liberté individuelle du citoyen est souvent plus importante que celle de l'État. Pour être plus clair : l'État doit être au service du citoyen, et non le citoyen au service de l'État. La liberté est partie intégrante des principes les plus chers aux Suisses.

Ce n'est pas un hasard si Voltaire et bien d'autres ont cherché refuge en Suisse, pour pouvoir écrire et parler librement. C'est sans doute la base de sa vieille tradition de terre d'asile politique et financière (notamment le secret bancaire), un droit auquel les Suisses tiennent tant.

Il ne faut pas oublier non plus que le fondateur de la Croix-Rouge est également un Suisse. Henri Dunant n'avait pu supporter ce qu'il avait vu sur les champs de bataille de Solferino en Italie à la fin du XIX^e siècle. La Croix-Rouge est une création suisse typique, et c'est à la neutralité universellement reconnue de la Suisse qu'elle a dû son influence considérable. Plus encore : on reconnaît aussi que la Suisse est parfaitement démocratique et respecte les droits humains.

Je me permets aussi de vous rappeler que cette minuscule Suisse représente un pouvoir industriel considérable et dispose d'une des monnaies les plus fortes au monde. C'est aussi une puissance financière, appelée selon toute vraisemblance à le rester aussi dans un proche avenir, même si les lois sur le secret bancaire devaient être substantiellement modifiées ou, dans le pire des cas, même abolies. Une monnaie forte et la stabilité politique, associées à un environnement neutre et profondément démocratique consolideront l'image d'asile sûr dont jouit une Suisse qui possède une industrie financière honnête, libérée de tout excès criminel.

De plus, le pays n'a jamais eu tendance à envahir des pays étrangers, ni en Afrique, ni en Asie, ni en Amérique du Sud ou ailleurs, pour y créer des colonies, au contraire de nombreux autres pays (pas uniquement européens). Ce ne sont pas seulement la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne et le Portugal, mais aussi la Hollande et la Belgique qui ont été des puissances coloniales et ont occupé des pays lointains pendant de longues années. Les Suisses n'ont jamais jugé souhaitable de posséder des colonies, entre autres parce que la société suisse et sa mentalité propre professent par principe un respect authentique pour les droits humains, pour l'intégrité et la souveraineté des personnes

et des communautés dans le monde entier. Les anciennes puissances coloniales ont certes aussi respecté les droits humains, mais elles ont à cette époque considéré les colonies sous un autre angle.

C'est la raison pour laquelle la Suisse, créditée d'un tel respect, bénéficie dans les nouveaux pays émergents d'une image positive. Cela nous mène à notre genre de démocratie. Même si notre culture recoupe largement celle de nos voisins et parents en France, Allemagne, Autriche et Italie (il n'est sans doute pas un Suisse qui n'ait des parents dans le reste de l'Europe), sans être tout à fait la même, la Suisse est neutre depuis 1815 et ne fait partie ni de l'OTAN ni d'aucune autre alliance militaire.

Les impôts doivent être fixés ou approuvés par le contribuable lui-même

La Suisse fait partie du très petit nombre de pays qui ont pu intégrer les minorités sans restriction ni compromis, en leur laissant exactement les mêmes droits et les mêmes opportunités. Prenons par exemple le Tessin, la région italophone de la Suisse, et voyons combien des conseillers fédéraux sont issus de ce canton ; ce nombre vous étonnera. Sans exagération, nous pourrions probablement affirmer qu'en Suisse les minorités ont à l'heure actuelle, souvent plus de droits que la majorité. Nous sommes inclinés à parler de discrimination positive.

Un autre trait de la société suisse est son désintérêt pour le culte de la personnalité ; les Suisses n'éprouvent pas le besoin de monter en épingle un politicien, d'avoir un conseiller ou une conseillère fédéral extraordinaire. Les personnalités trop fortes semblent suspectes. Les Suisses choisissent d'élire des citoyens intelligents, expérimentés et efficaces, à même de remplir leur charge aussi honnêtement que possible, qui utilisent avec prudence l'argent des contribuables. C'est pourquoi nos impôts sont en général plus bas que dans la plupart des pays voisins, bien que nous investissions autant, ou même davantage, dans nos institutions sociales et nos infrastructures que nos voisins. Les Suisses font usage de leur droit de vote démocratique pour toutes les décisions importantes au niveau communal, cantonal ou national. C'est cela la démocratie directe. Les impôts doivent être fixés ou approuvés par le contribuable lui-même. En ce qui concerne le budget par exemple, nous disposons d'un système de contrôle qui fonctionne assez bien, même si l'on ne peut pas dire que rien n'échappe au contrôle ou qu'il n'y a aucun gaspillage. Nous aussi avons des problèmes de cet ordre.

Les membres du Gouvernement suisse administrent l'argent public comme leur propre bien

Durant toute ma vie professionnelle j'ai critiqué ouvertement certains aspects destructeurs et/ou illégaux du système bancaire et financier. Je les ai aussi critiqués régulièrement dans mes discours et les interviews que j'ai données, en Suisse et à l'étranger. Je suis l'un de ces Suisses qui ont conservé une saine méfiance à l'égard d'une grande partie de l'économie financière mondiale en général et bien sûr tout spécialement de celle qui a cours aux USA, en Grande-Bretagne et en Suisse.

Il est certes nombre de Suisses qui n'ont pas de grands scrupules à ne pas déclarer leur revenu imposable dans leurs moindres détails. Ils auraient plutôt tendance à considérer cela comme un délit mineur. Les membres du gouvernement suisse, je le répète, administrent en moyenne l'argent public comme le leur propre, ils en sont économes. Les Suisses n'appréciaient pas du tout les excès hypocrites des baillis et gouverneurs qui durant des siècles n'ont songé qu'à tirer, par le biais de l'impôt et y compris par la force des armes, un maximum d'argent de leurs sujets pour l'employer ensuite à des entreprises contraires aux intérêts de ces derniers. Je pense par exemple à Guillaume Tell, le héros national suisse éponyme du drame de l'Allemand Frédéric Schiller.

Et c'est pourquoi une déclaration, disons : « oubliée », a été considérée comme une illégalité relativement mineure, personne n'ayant soupçonné qu'il pouvait s'agir d'un grave délit, comme cela s'est produit récemment pour au moins une grande banque suisse. La Suisse – ou du moins quelques fonctionnaires suisses – affirme toutefois que les fraudes fiscales imputables aux citoyens helvétiques sont, en pourcentage, les moins élevées de tous les pays industrialisés.

Le gouvernement suisse est un des plus stables au monde

Tous les Suisses estiment bien sûr que toute fraude fiscale, même si les données ont été oubliées « pour des raisons de commodité » doit être punie. D'autre part la peine doit être cohérente, proportionnée au « crime » et ne pas être abusive et prendre des proportions qu'elle ne mérite pas.

Cet aspect est en ce moment, nous le savons tous, objet de vives controverses. Protéger la sphère privée d'une curiosité sans limites de la part de l'État est un bien légitime que les Suisses considèrent comme un bien précieux, et ils ne sont pas les seuls. Ces derniers temps, d'autres pays européens se sont rangés aux côtés de la Suisse dans ce combat.

Non seulement la Suisse ignore le culte de la personne au sujet des membres du Gouvernement, mais le gouvernement suisse n'accorde aucune médaille ou autre décoration pour récompenser des prouesses particulières de ses citoyens. Ce qui n'empêche pas des citoyens suisses d'être fiers de distinctions à eux conférées par d'autres gouvernements.

Le gouvernement suisse est l'un des plus stables au monde. Pratiquement tous les partis y collaborent, ce qui explique que la population suisse l'accepte volontiers.

Les membres du Gouvernement travaillent de concert et même lorsqu'il y a conflit et des approches divergentes, leur capacité à trouver un accord, un compromis, est remarquable ; nous appelons cela « concordance ». Cela ne marche pas toujours comme on le souhaiterait, mais on finit toujours par trouver une solution, qui fait consensus démocratiquement, bien que parfois peut-être un peu à contrecœur. Les décisions du peuple sont respectées par tous, je le répète, par tous, y compris par le conseiller fédéral ou le président le plus suffisant.

La monnaie suisse est remarquablement forte. La Suisse, en matière d'argent, applique une discipline stricte qui a fait du franc suisse l'une des deux ou trois devises les plus stables au monde, et même celle qui à l'époque moderne a joui de la plus grande et de la plus longue stabilité.

Nous nous sentons tous très égaux

Ajoutez à cela un talent étonnant pour négocier et trouver un compromis. Cette aptitude à trouver des compromis acceptables pour tous sans nous livrer de conflits internes est l'une des raisons fondamentales de la stabilité de notre système politique et social. Comme je le mentionnais précédemment, ce comportement se manifeste clairement dans notre système dit de concordance. Ou dans les relations avec les syndicats, avec lesquels nous avons conclu un accord qui permet pratiquement d'éviter les grèves, destructrices pour l'économie et gênantes pour la population. C'est une expérience étonnante que la participation à des négociations dures, où les positions de départ sont à des lieues les unes des autres. Et pourtant, au bout de quelques semaines ou mois de discussions, tous sont plus ou moins heureux mais d'accord.

Cela nous permet de jouir d'un revenu par tête plus important que dans la majorité des autres pays et d'un niveau de vie élevé pour presque tous, ce qui crée des ponts entre tous les niveaux de la société suisse. D'ailleurs ces niveaux existent-ils ? C'est étonnant, mais il n'y a pas de prolétariat en Suisse, pas de grandes différences sociales entre les gens, quelle que soit la hauteur de nos revenus nous nous sentons tous très égaux et nous considérons comme des membres à part entière de notre société. Beaucoup de jeunes gens peuvent trouver cela ennuyeux, mais pour la stabilité et la santé de la nation il est important de savoir qu'en définitive il est inutile de recourir à la violence pour trouver une solution acceptable.

Les Suisses sont plus ouverts au reste du monde que la plupart des citoyens d'autres nations. En raison de leur éducation, de leur culture, de leur plurilinguisme fréquent et aussi de la petite taille de leur pays, une grande majorité de Suisses voyagent au loin et connaissent très bien le reste du monde. Leur excellent comportement à l'étranger leur vaut un grand respect, de même que leur mentalité et la qualité de leur travail et de leurs produits.

L'extrême solidité de la formation professionnelle, leurs universités, écoles d'ingénieurs et autres techniciens, qui reposent sur la solidarité avec l'industrie et entre les générations, le remarquable savoir-faire de leurs artisans d'art, joints à une technologie moderne et à un grand sens de la beauté et de la qualité sont uniques au monde.

Protection sociale à tous les niveaux

Peu de pays peuvent se targuer de posséder un tel système. En Suisse les structures sociales ont presque atteint la perfection – sur de longues années et dans tous les domaines économiques, du forgeron au plombier, du menuisier au cuisinier et au pâtissier, tous sont réputés pour la « qualité suisse » de leur travail. Les universités suisses comptent parmi les meilleures au monde : les Écoles polytechniques fédérales de Zurich et Lausanne ainsi que les universités de Berne, Bâle, Genève et Lausanne (siège de la Fondation Jean Monnet pour l'Europe), Neuchâtel, Fribourg, Lugano, Zurich etc. La Suisse compte aussi l'un des plus grands nombres de Prix Nobel, rapporté à sa population.

En outre l'armée suisse pratique le système de la milice, un principe également appliqué en politique : dans quelques petits cantons, un fonctionnaire a un travail à temps partiel qu'il exerce durant les temps libres du Ministre en poste. Et, chose étonnante, un membre de l'armée a le droit de conserver chez lui son arme de service. Cela renforce le sentiment de sécurité du peuple suisse et ses liens avec son armée. Le droit de conserver son arme à son domicile fait toutefois débat à l'heure actuelle, et les choses pourraient bientôt changer. Nous verrons.

La Suisse est une communauté très moderne et, dans presque tous les coins de son territoire montagneux, on retrouve les mêmes infrastructures modernes que partout ailleurs. La protection sociale est présente à tous les niveaux, et les assurances maladie et invalidité sont parmi les plus efficaces au monde.

Puisque je parle des infrastructures suisses, je ne saurais oublier ses hôpitaux hautement réputés, ses trains presque toujours à l'heure, et ses centres de recherche et de développement de haut niveau, véritables temples de la science. Il me faut encore ajouter la propreté de l'environnement, preuve que les Suisses ont le plus grand respect pour l'écologie, la beauté des paysages et notre Mère Nature.

La Suisse compte le plus haut pourcentage d'étrangers

Toutes ces raisons, ajoutées à l'absolue neutralité de la Suisse, ont conduit les Nations Unies ainsi qu'un grand nombre d'organisations internationales à établir leur siège en Suisse. Le Comité international olympique, la FIFA, la Fédération internationale d'aviron, le CICR, le centre de recherche nucléaire du CERN et bien d'autres ont choisi la neutralité et la sécurité que la Suisse leur offre pour y installer leur quartier général, tout comme les quelque 1,6 million d'étrangers qui vivent ici heureux et en paix.

La Suisse compte l'un des pourcentages d'étrangers les plus, si ce n'est le plus élevé d'Europe. Plus d'un habitant sur cinq est étranger, européen en majorité. Ce pourcentage est en hausse constante, pour une grande part sans doute en raison de la qualité de la vie et du niveau de vie élevé. Encore n'inclut-il pas les nombreux « frontaliers », qui franchissent chaque jour les frontières française, allemande, autrichienne et italienne pour venir travailler en Suisse.

La Suisse a été créée au XIIIe siècle par la réunion de trois cantons, auxquels sont venus s'ajouter au fil du temps 23 autres. Pendant des siècles, ils ont maintenu une souveraineté forte au niveau cantonal. Comme vous le savez, le gouvernement suisse a peu de pouvoir, comparé à d'autres pays, même si la politique étrangère, de défense, les infrastructures et d'autres domaines importants de notre vie sont de son ressort. Mais les Suisses n'apprécient pas un pouvoir central trop fort et encore moins s'il siège à Bruxelles, qui est perçue, justement, comme une institution qui cherche constamment à accroître son pouvoir et son influence.

Trouver un compromis constructif

Nous autres Suisses, comme tous les êtres humains, avons de nombreux points faibles et bien sûr nous faisons des erreurs. Mais nous n'avons pas besoin, ni le temps, d'en parler ici. Car, au final, elles ne

pèsent pas vraiment sur notre processus de décision vis-à-vis de l'Europe – et ne détruisent pas non plus l'image dynamique de la Suisse. On la considère comme une véritable perle.

Nous intégrer corps et âme à l'UE risquerait de détruire en grande partie cette perle. Ce ne serait ni dans l'intérêt de la Suisse ni dans celui des peuples d'Europe, encore moins dans celui du reste du monde. La Suisse est sans aucun doute européenne, elle se trouve au coeur même de l'Europe, et personne, même pas les Suisses eux-mêmes, ne peut nous arracher de ce merveilleux, de ce splendide continent. C'est pourquoi le commerce entre la Suisse et l'Europe est d'une importance capitale. Nous achetons plus de biens à l'Europe que nous ne lui en vendons, mais les importations autant que les exportations sont considérables et absolument vitales, comme vous le savez tous. Ce serait une grosse erreur si l'un des deux partenaires essayait d'exercer un chantage portant sur cet échange économique très positif.

Vos Excellences, Mesdames, Messieurs, voilà, présenté avec franchise et honnêteté – même si je dois avouer qu'il est unilatéral et peut-être trop positif – le point de vue d'un Suisse moyen et d'un Européen motivé. Maintenant dites-moi, si vous étiez Suisses, seriez-vous tentés d'intégrer l'UE aujourd'hui ? Je soupçonne même fortement qu'après avoir écouté mon discours, vous refuseriez sans doute d'accepter la Suisse dans l'UE si elle souhaitait elle-même en devenir membre à part entière. Mais restons ouvert au dialogue. Rappelez-vous : Il est toujours possible de trouver un compromis constructif.

Nicolas G. Hayek

Entrepreneur libano-suisse, président-fondateur du groupe horloger Swatch

Version française de Michèle Mialane, révisée par Horizons et débats.